

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
Année scolaire 1902-1903. — N° 446

L'HYGIÈNE EN ITALIE

LÉGISLATION SANITAIRE
ENSEIGNEMENT ET ORGANISATION

THÈSE

PRÉSENTÉE
A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 10 Janvier 1903

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Henry SÉVERAC

Né le 31 Octobre 1880, à Béziers (Hérault).

Elève à l'École du Service de Santé Militaire.



LYON

A. REY & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

Janvier 1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1902-1903. — N° 416

L'HYGIÈNE EN ITALIE

LÉGISLATION SANITAIRE
ENSEIGNEMENT ET ORGANISATION

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 10 Janvier 1903

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Henry SÉVERAC

Né le 31 Octobre 1880, à Béziers (Hérault).

Elève à l'École du Service de Santé Militaire.



LYON

A. REY & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

Janvier 1903



PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET. DOYEN.
LACASSAGNE. ASSESSEUR.
GROLAS. QUESTEUR.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. PAULET, CHAUVEAU.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. LÉPINE.
	BONDET.
	BARD.
Cliniques chirurgicales	PONCET.
	JABOULAY.
Clinique obstétricale et Accouchements.	FOCHIER.
Clinique ophtalmologique	GAYET.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GAILLETON.
Clinique des maladies mentales	PIERRET.
Clinique des maladies des enfants	WEILL.
Physique médicale	MONOYER.
Chimie médicale et pharmaceutique	HUGOUNENQ.
Chimie organique et Toxicologie	CAZENEUVE.
Matière médicale et Botanique	FLORENCE.
Parasitologie	LORTET.
Anatomie	TESTUT.
Anatomie générale et Histologie	RENAUT.
Physiologie	MORAT.
Pathologie interne	TEISSIER.
Pathologie externe	AUGAGNEUR.
Pathologie et Thérapeutique générales	MAYET.
Anatomie pathologique	TRIPPIER.
Médecine opératoire	POLLOSSON (M.).
Médecine expérimentale et comparée	ARLOING.
Médecine légale	LACASSAGNE.
Hygiène	COURMONT (J.).
Thérapeutique	SOULIER.
Pharmacologie	GROLAS.

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Clinique des maladies des femmes	MM. POLLOSSON (A.), agrégé.
Maladies des voies urinaires	CHANDELUX, —
Maladies des oreilles, du nez et du larynx.	LANNOIS, —
Propédeutique médicale	ROQUE, —
Propédeutique chirurgicale.	ROLLET, —
Propédeutique de gynécologie.	CONDAMIN, —
Anatomie pathologique	DEVIC, —
Physiologie	DOYON, —
Accouchements.	FABRE, —
Botanique.	BEAUVISAGE, —

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
ROUX.	SIRAUD.	BÉRARD.	VILLARD.
COLLET.	DURAND.	SAMBUC.	TIXIER.
BOYER.	PIC.	BORDIER.	FABRE.
BARRAL.	PAVIOT.	COURMONT (P.).	REGAUD.
MOREAU.	NOVE-JOSSERAND	CHATIN.	CAUSSE, ch...
VALLAS.			

M. BEAUDUN, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. SOULIER, *Président* ; ROUX, *Assesseur* ;

MM. COURMONT (P.) et CHATIN, *Agrégés*

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA TANTE

A MA SŒUR

MEIS ET AMICIS

A mon Président de Thèse

MONSIEUR LE PROFESSEUR H. SOULIER

Professeur de Thérapeutique,
Médecin honoraire des Hôpitaux,
Membre correspondant de l'Académie de Médecine,

A MONSIEUR LE PROFESSEUR J. COURMONT

Professeur d'Hygiène à la Faculté de Médecine,
Médecin des Hôpitaux,
Officier de l'Instruction publique.

A MONSIEUR LE DOCTEUR CH. LESIEUR

Chef des Travaux du Laboratoire d'Hygiène de la Faculté de Médecine.

Au seuil de nos études médicales, au moment de quitter l'existence passée pour une vie nouvelle, que ce modeste essai nous soit l'occasion favorable de dire notre gratitude à tous ceux envers qui nous avons contracté quelque dette de reconnaissance.

A ma famille, à qui je dois tout, j'adresse ici mes remerciements émus.

A mon père, qui fut mon premier guide et mon meilleur ami, qui toujours m'aida de son exemple, de ses conseils, et il n'y a pas si longtemps de son érudition.

A ma mère, à ma tante, à ma sœur, dont le cher souvenir me soutint aux moments difficiles, vont l'expression de ma gratitude et de mon affection sincère.

A mes amis vrais, qui se reconnaîtront ici, je rappelle avec reconnaissance les bonnes heures passées ensemble.

A ceux qui m'instruisirent, je dois aussi une large part dans mes remerciements.

Merci à M. le professeur J. Courmont qui m'inspira l'idée première de ce travail.

Merci à M. le professeur Soulier qui voulut bien me faire l'honneur de présider la soutenance de ma thèse.

Merci à MM. les professeurs agrégés Roux, P. Courmont, Chatin, qui, si aimablement, acceptèrent de faire partie de mon jury de thèse.

Merci à M. le D^r Ch. Lesieur, qui m'aïda de ses documents et de ses conseils.

Merci enfin, à ceux de mes maîtres, militaires et civils qui, à Montpellier comme à Lyon, voulurent bien m'accorder quelque bienveillance.

L'HYGIÈNE EN ITALIE

LÉGISLATION SANITAIRE ENSEIGNEMENT ET ORGANISATION

INTRODUCTION

L'organisation sanitaire des grandes puissances européennes, nos voisines, peut nous intéresser à plus d'un titre : Elle représente, d'une part, l'application de théories nouvelles, la mise en pratique de découvertes récentes et offre, de ce fait, le spectacle curieux d'une expérience grandiose faite en un laboratoire géant. Elle nous touche, d'autre part, plus directement encore, au point de vue pratique, car, du bon état sanitaire du voisin, peut, en maintes circonstances dépendre notre santé propre.

Parmi les puissances qui touchent nos frontières, l'Italie est un exemple frappant des immenses progrès de l'hygiène moderne.

D'après la légende accréditée par de nombreux « Récits de voyage », l'Italie demeure dans les esprits non prévenus un pays à sens artistique très développé, mais où pullulent les *lazzaroni* et les mendiants. Est-il donc anti-hygiénique par essence ?

Il n'en est rien, du moins à l'époque actuelle. Depuis près d'un demi-siècle, les Chambres italiennes se sont activement occupées à donner à la péninsule, une organisation sanitaire vraiment scientifique qui nous a semblé intéressante à étudier.

M. le Docteur Lesieur, chef des Travaux du Laboratoire d'Hygiène à la Faculté de Médecine de Lyon, ayant été chargé en 1902 d'une mission en Italie, à l'effet d'y étudier l'enseignement de l'hygiène, fit, des observations qu'il avait recueillies, un Rapport détaillé.

Sur les conseils de M. le Professeur J. Courmont, nous nous sommes proposé dans ce travail, de compléter ce rapport par :

1° L'étude de la loi italienne, avec un rapide historique qui nous permettra d'en saisir la genèse.

2° L'étude des conditions dans lesquelles nos confrères italiens s'instruisent en hygiène pendant et après leurs études médicales.

Nous étudierons enfin :

3° L'organisation sanitaire et les Instituts d'Hygiène dans les principales villes d'Italie.

PREMIÈRE PARTIE

LA LÉGISLATION SANITAIRE EN ITALIE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

Nous croyons nécessaire, avant d'arriver à l'étude de l'organisation qu'édictait la Législation actuelle, de jeter un coup d'œil rétrospectif sur l'état antécédent de l'hygiène officiellement reconnue et appliquée, qui contribua à la préparation de la loi du 22 décembre 1888. Des influences de tout ordre contribuèrent à l'établissement du Code sanitaire aujourd'hui en vigueur dans la Péninsule, cette incontestable unité géographique qui dès 1861 devenait unité historique : sa situation privilégiée, l'immense développement de ses côtes, la douceur de son climat, l'antique puissance de la civilisation romaine, en firent, aussi bien que l'objet de toutes les convoitises, un lieu de passage fort fréquenté. Elle se trouvait, par cela même, exposée à toutes les influences épidémiques. A cela, si nous ajoutons les guerres intestines qui, longtemps, divisèrent l'Italie, on concevra

aisément le déplorable état de son hygiène, ainsi que la nécessité d'une énergique défense sanitaire :

« Dans plusieurs des villes dont le nom rappelle les pages les plus glorieuses de l'histoire ancienne et du moyen âge, à côté des plus superbes monuments, s'adossaient bien souvent de misérables masures sales et délabrées, dans lesquelles fourmillait une masse de gens exposés à être décimés par les maladies épidémiques. Dans les communes de campagne, la négligence envers les classes laborieuses, le manque dans la plupart des cas, de bonnes eaux potables, l'usage encore maintenu, par ci, par là, d'enterrer les cadavres dans les églises et dans les charniers, et enfin, l'alimentation malsaine et insuffisante nuisaient à la santé des populations, que frappaient également diverses maladies épidémiques ou endémiques comme le choléra, la variole, la malaria, la pellagre¹ ». (Epidémies de 1835, 1854, 1865, 1873, 1884, 1887).

Considérée dans ses grandes lignes, nous adopterons une division commode en trois périodes, de l'histoire de l'hygiène en Italie :

1^o Jusqu'en 1865.

2^o Loi de 1865 et ses modifications.

3^o Loi du 22 décembre 1888.

4^o Nous ajouterons enfin quelques considérations sur les lois additionnelles les plus importantes, parues depuis 1888 et destinées à compléter la loi du 22 décembre.

¹ Extrait du *Mémoire du ministère de l'Extérieur du Royaume d'Italie sur l'administration et la législation sanitaire* (1894).

1 Jusqu'en 1865.

A la suite du Congrès de Vienne et des traités de 1815, l'Italie se trouvait ainsi morcelée :

L'Autriche tenait sous sa domination : La Lombardie et la Vénétie, la Toscane, les duchés de Parme et de Modène.

Le pape Pie VII était rétabli en ses Etats pontificaux.

Le Royaume des Deux Siciles était rendu à Ferdinand.

Le Royaume de Sardaigne (Piémont, Savoie, Comté de Nice, île de Sardaigne) était agrandi de l'ancienne république de Gênes.

Chacun de ces Etats légiférait de son côté, et il est difficile de se faire une idée homogène de l'état sanitaire de l'Italie à cette époque. Il existait cependant quelques lois hygiéniques dignes de ce nom :

ROYAUME LOMBARD VÉNITIEN : *Capitali Normali* du 30 avril 1834 (organisaient une excellente assistance sanitaire).

PIÉMONT et SARDAIGNE, Institution dès la première heure du *Protomedicato*. Edit royal du 30 avril 1847.

En 1859, à l'occasion de la réunion de la LOMBARDIE à la Sardaigne, la loi du 20 novembre étendait à la Lombardie ce même édit de 1847.

Cet édit fut successivement appliqué aux différents Etats, au fur et à mesure de leur annexion. Cependant la TOSCANE et la SICILE gardèrent leur ancien régime sanitaire.

Le 16 février 1861, on appliquait l'édit de 1847 aux provinces NAPOLITAINES avec quelques modifications.

En résumé, au 14 mars 1861, au jour où Victor

Emmanuel I^{er} était proclamé roi d'Italie, dans le royaume maintenant unifié (sauf ROME et VENISE), on se trouvait en présence de trois ordres de législations sanitaires :

a) Loi Sarde du 20 novembre 1859 régissant : les anciens Etats Sardes, la Lombardie, les ex-Duchés et les Etats pontificaux.

b) La même loi modifiée par le décret de 1861 dans les provinces continentales de l'ex-Royaume des Deux-Sicules.

c) Les anciennes lois de la Sicile et de la Toscane encore en vigueur dans ces deux provinces.

En 1864, la capitale de l'Italie est transportée de Turin à Florence. Or, Florence, était encore régie par les anciennes lois de la Toscane qui n'avaient jamais été abrogées. C'est alors que parut la loi du 20 mars 1865 qui, pour les dispositions sanitaires, étendait à tout le royaume les lois organiques administratives du Piémont.

Loi du 20 Mars 1865.

La loi du 20 mars 1865, sous le nom de « *Loi Provinciale et Communale* », réorganisait complètement l'administration du Royaume. Elle était divisée en six parties, et traitait dans sa troisième partie (*Allegato C*) de la *Santé Publique*.

Il n'entre pas, dans l'objet de ce rapide exposé théorique de donner in-extenso la traduction littérale de la loi de 1865. Nous en dirons simplement les prin-

cipales mesures et ferons ressortir les principaux inconvénients qui préparaient la loi de 1888.

LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE (20 mars 1865).

Cette loi comprend sept titres se décomposant en trente-trois articles :

A. DE L'ADMINISTRATION SANITAIRE. — La direction de la Santé publique est centralisée au Ministère de l'Intérieur (toutefois les ministres de la guerre et de la marine restent seuls compétents en ce qui concerne le service sanitaire des armées de terre et de mer. Ils sont régis par des règlements spéciaux).

B. DES CONSEILS DE SANTÉ. — a) *Conseil supérieur de santé* siégeant dans la *Capitale*, présidé par le Ministre de l'Intérieur.

b) *Conseil de santé* dans chaque *chef-lieu de Province* présidé par le Préfet.

Dans chaque Conseil doivent se trouver deux médecins, un pharmacien et un vétérinaire.

C. DES ATTRIBUTIONS DES CONSEILS SANITAIRES EN GÉNÉRAL. — Les Conseils sanitaires veillent à la conservation de la santé publique et à l'observation des lois et règlements sanitaires.

Ils inspectent les hôpitaux, prisons, établissements publics d'éducation; surveillent l'exercice des professions médicales (médecins, chirurgiens, sages-femmes, pharmaciens et vétérinaires), les commerces de droguistes, liquoristes, confiseurs, herboristes, fabricants et marchands de produits chimiques, d'eaux minérales et de boissons artificielles.

Ils donnent leur avis sur l'emplacement des cimetières, sur les établissements insalubres, les contestations d'honoraires pour services de santé (quand ils sont requis à cet effet par les tribunaux).

Ils recherchent et rassemblent des éléments de statistique.

D. ATTRIBUTIONS DES CONSEILS SANITAIRES D'ARRONDISSEMENT. — Ils soumettent au Préfet des projets d'amélioration sanitaire, publient tous les ans un tableau de ceux qui exercent des professions sanitaires dans l'arrondissement ; fixent le prix des fournitures pharmaceutiques et des honoraires médicaux.

E. ATTRIBUTIONS DES CONSEILS PROVINCIAUX DE SANTÉ. — Requis par le Préfet, ils délibèrent sur les mesures disciplinaires à prendre contre ceux qui, exerçant les professions soumises à la surveillance des Conseils, ont enfreint les règlements.

Ils revisent enfin, tous les dix ans, la Pharmacopée.

F. ATTRIBUTIONS DES MAIRES. — Veillent dans leur commune à l'observation des lois et règlements sanitaires, surveillent les aliments, boissons, objets et habitations insalubres.

G. DISPOSITIONS TERMINALES. — La loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 1865.

Suivent les dispositions prises pour son application.

En suite de la loi du 20 mars parut le décret royal du 8 juin 1865 qui définissait les attributions des autorités auxquelles était confié le soin de la Santé publique.

La loi que nous venons d'exposer succinctement subsistait le 6 septembre 1874 quelques modifications et était appliquée aux provinces de Mantoue et de Venise.

Elle était modifiée à nouveau le 14 janvier 1877.

Le code sanitaire ainsi établi présentait de nombreuses imperfections qui en rendirent l'application difficile et insuffisante. Entre autres :

Les autorités chargées de le faire exécuter, et qui sont tout au long énumérées dans le titre II (voir *Raccolta ufficiale delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia*, volume undecimo) n'offraient point la compétence nécessaire.

La loi n'impliquait pas d'assistance médicale gratuite pour les pauvres de la part des communes. Elle n'égligeait absolument les *Medici Condotti* dont l'institution remontait à l'empire romain et dont l'utilité n'était pas contestable (Les *Medici Condotti* sont des médecins qui s'engagent par contrat et moyennant une rétribution annuelle à donner leurs soins à une commune, un établissement ou une famille).

La loi enfin fourmillait d'oublis et de fautes de détails; elle était incomplète et ne pouvait aspirer à une longue existence.

On ne tarda pas à s'apercevoir de son insuffisance aussi bien dans les milieux populaires, que dans les milieux scientifiques, et le rapport du D^r Panizza cité à la Chambre par le député Carnazzo-Amari résumait les résultats déplorables d'un tel état de choses.

La loi de 1865 avait à peine un an, que la nécessité s'imposait, absolue, d'y apporter de nombreuses modi-

fications. — Elles subirent malheureusement, comme nous le verrons, l'influence des fluctuations politiques, et ce n'est que beaucoup plus tard, en 1888, qu'une nouvelle loi répondant à la plupart des desiderata devait enfin voir le jour.

Le 26 mai 1866, la Chambre des députés votait un ordre du jour demandant au Ministère un projet nouveau. Le 12 septembre de la même année, une Commission était nommée à cet effet. Elle comprenait onze membres dont six médecins présidés par le professeur Burci.

Le 6 décembre 1870 un projet de *Code sanitaire* est présenté au Sénat par le Ministre Lanza. Le Sénat donne son approbation dans sa séance du 1^{er} mai 1873.

Le projet, quelque temps abandonné, est modifié et représenté au Sénat le 22 décembre 1876 par le ministre Nicottera. Il proposait enfin la création officielle d'un personnel technique nombreux et éclairé. Le Sénat approuva le nouveau code, le 24 avril 1877, mais l'attention des Chambres fut détournée par des considérations pressantes de politique intérieure et extérieure, et le projet retomba dans l'oubli.

Sept ans plus tard éclatait l'épouvantable épidémie de choléra de 1884. De plus en plus s'imposait la nécessité d'une protection efficace de la santé publique. Sous le terrible coup de fouet du fléau qui décimait la population, se produisit une réaction violente et le ministre Depretis chargeait le savant Dr A. Bertani d'étudier un nouveau projet.

Entre temps, le 29 décembre 1885, un décret royal autorisait les communes à contracter à la caisse des Dépôts

et Prêts, avec un taux considérablement diminué, les sommes nécessaires à leur défense sanitaire. Ce décret fut complété par la loi du 14 juillet 1887.

Le 13 avril 1886, Depretis présente au Sénat un nouveau projet qui ne peut être immédiatement étudié. F. Crispi remplace Depretis. Il institue un bureau spécial de police sanitaire qui, par décret royal du 3 juillet 1887, devient la « *Direction de la santé publique* » (Directeur : professeur Pagliani). Ce bureau reçoit la mission de préparer un nouveau projet. Un décret du 14 juillet lui annexe un bureau d'ingénieurs sanitaires chargé de l'examen des mesures proposées.

Un nouveau décret du 27 novembre assure la création de Laboratoires scientifiques. Le 22 novembre 1888, on crée un Institut pour la préparation du vaccin.

La loi du 30 juin reconstitue les Conseils sanitaires avec adjonction d'ingénieurs.

Le 14 juillet 1887 est votée la loi déjà citée.

Enfin, le 22 novembre de la même année, Crispi présente au Sénat un projet définitif, appelé : *Projet de loi sur la tutelle de l'hygiène et de la santé publique*. Sur le rapport du chimiste Cannizaro, ce nouveau code est approuvé. Il est porté devant la Chambre le 15 mai 1888, avec le professeur Panizza comme rapporteur. Il est voté le 19 décembre 1888 et reçoit la sanction royale le 22 décembre 1888.

La discussion de la nouvelle loi provoqua d'ardentes polémiques; elle rencontrait des adversaires acharnés, non contre son principe, mais sur des questions de détail. De nombreux amendements furent proposés,

mais les membres de la majorité, renonçant à leurs propres modifications, furent inflexibles et, dans l'intérêt général, la loi fut votée à une forte majorité, pour éviter le retard qu'eurent causé des modifications.

CHAPITRE II

LA LOI DU 22 DÉCEMBRE 1888

Le ministre Crispi avait abandonné le titre de Code sanitaire et, c'est sous le nom de « *Tutela dell' igiene e della sanità pubblica* » (Protection de l'hygiène et de la santé publique), que le nouveau projet fut soumis à la Chambre et au Sénat et adopté par les deux Assemblées.

La loi nouvelle comprenait six titres principaux se divisant en soixante et onze articles.

Fidèle au procédé que nous avons adopté pour la loi de 1885, nous jugeons inutile de traduire littéralement et *in extenso* le texte officiel. Nous nous contenterons d'énumérer les principales mesures contenues dans les divers chapitres, en nous réservant de traduire seulement les articles les plus importants.

Pour cet exposé, nous suivrons le plan de la loi elle-même.

Les six titres de la loi traitent successivement :

- 1° L'organisation de l'administration et de l'assistance sanitaire du royaume ;
- 2° L'exercice des professions sanitaires ;
- 3° De l'hygiène du sol et de l'habitation ;
- 4° De l'hygiène des boissons et des aliments ;

- 5^o Des réglemens locaux d'hygiène ;
- 6^o Dispositions générales.

TITRE I

ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE L'ASSISTANCE SANITAIRE DANS LE ROYAUME

CHAPITRE PREMIER. — *Des bureaux sanitaires* (art. 1 à 3),

Le ministre de l'Intérieur a la haute direction de la tutelle de la santé publique. Il tient sous sa dépendance les préfets, les sous-préfets et les maires. (Cet article est renouvelé de la loi de 1865).

Auprès du ministère de l'Intérieur est institué un *Conseil supérieur de santé*.

Dans chaque *province*, auprès du préfet, agit un *Conseil sanitaire provincial*, et exerce un *médecin provincial*.

Dans chaque *commune* est un *officier sanitaire*.

Les communes pourvoient à l'assistance sanitaire gratuite (personnel et laboratoires).

(Comme on le voit, la loi nouvelle supprime le Conseil sanitaire d'arrondissement institué en 1865 et jugé inutile).

CHAPITRE II. — *Conseil supérieur de santé*.

Le Conseil supérieur de santé est composé comme il suit :

5 docteurs en médecine et chirurgie spécialement compétents en hygiène.

2 naturalistes.

2 chimistes.

1 vétérinaire.

1 pharmacien.

1 docteur en droit.

2 personnes compétentes en matière administrative.

Ces divers membres sont rétribués. Ils sont proposés par le ministre de l'Intérieur et nommés par décret royal pour trois ans.

Feront aussi partie dudit Conseil :

Le chef du bureau sanitaire au ministère de l'intérieur.

Un médecin inspecteur du corps de santé militaire.

Le procureur général du roi, près la Cour d'appel de la capitale.

Le directeur général de la marine marchande.

Le directeur général de la statistique.

Le directeur général de l'agriculture.

Le ministre choisit le président parmi les membres du Conseil.

Si nous comparons la nouvelle constitution du Conseil supérieur de santé avec celle qu'instituait la loi de 1865, nous le trouvons élargi et fortifié.

En 1865, il comprenait quinze membres, il en comprend maintenant vingt-trois. On remarque parmi ces membres, l'heureuse augmentation du personnel technique (ingénieurs, naturalistes, chimistes). De plus, en font partie les directeurs de la marine marchande, de la statistique, de l'agriculture, des médecins inspecteurs des armées de terre et de mer, tous personnages s'oc-

cupant de groupes spéciaux, et pouvant apporter des éléments particuliers qui contribueront utilement à l'action générale du Conseil.

Le Directeur de la Santé publique est le plus souvent un médecin.

Enfin, les membres du Conseil reçoivent une indemnité, innovation utile assurant leur concours assidu.

Le *chapitre II* de la loi expose, en plusieurs autres articles, les attributions générales du Conseil supérieur qui doit faire des propositions et donner des avis sur toutes les questions générales d'hygiène. Il règle enfin le nombre des réunions du Conseil. Celui-ci sera réuni ordinairement six fois par an, extraordinairement toutes fois que le ministre le jugera nécessaire.

Les délibérations ne sont valables, sauf cas de force majeure, que si la moitié des membres au moins y prennent part.

CHAPITRE III. *Du Conseil sanitaire provincial* (art. 8 et 9).

Le Conseil sanitaire provincial se compose de :
2 docteurs en médecine et chirurgie.

(4 dans les provinces d'au moins 1.000.000 d'habitants, 3 dans les provinces d'au moins 500.000 habitants.)

- 1 chimiste ;
- 1 jurisconsulte ;
- 1 pharmacien ;
- 1 vétérinaire ;
- 1 ingénieur.

(3 pour 1.000.000 d'habitants, 2 pour 500.000 habitants.)

Une personne compétente en matière administrative. Ces membres sont proposés par le ministre de l'intérieur et nommés pour trois ans par décret royal.

Y sont adjoints :

Le préfet qui préside le Conseil.

Le procureur du roi près le tribunal civil et correctionnel.

Le médecin provincial.

Le Conseil provincial est réuni ordinairement quatre fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que le préfet le juge nécessaire. Ses attributions portent sur les faits concernant l'hygiène des communes de la province.

CHAPITRE IV. *Du médecin provincial* (art. 10 et 11).

Le médecin provincial est créé de toutes pièces par la loi de 1888.

Il est nommé par décret royal. Il peut cumuler avec l'exercice ou l'enseignement de la médecine, pourvu qu'il soit fixé au chef-lieu de la province.

Les attributions sont d'une importance de premier ordre, c'est le « fulcro dove si impernia tutto il nuovo ordinamento » (le pivot sur lequel s'étaye tout entière la nouvelle organisation).

Il correspond avec les médecins sanitaires des communes pour tout ce qui concerne la santé publique.

Inspecte les pharmacies et rédige sur l'état sanitaire de la province un rapport annuel.

Informe le préfet des faits intéressant l'hygiène et lui propose les mesures d'urgence nécessaires.

Provoque la réunion du Conseil provincial, etc.
Le médecin provincial est nommé au concours.

CHAPITRE V. *Du médecin sanitaire communal* (art. 12 et 13).

Sera médecin sanitaire communal le médecin *Condotta*, s'il n'y a pas d'autre médecin dans la commune. S'il y en a d'autres, l'un d'eux, proposé par le Conseil communal, est, après avis du Conseil provincial nommé par le Préfet.

Le médecin sanitaire communal veille sur l'hygiène de la commune, aide le Maire dans sa vigilance sur la santé publique et fait un rapport annuel.

CHAPITRE VI. — *De l'assistance médicale, chirurgicale et obstétricale dans les communes* (art. 14 à 16).

Les communes où il n'y a ni médecin ni sage-femme doivent nommer et rétribuer un médecin *Condotta* et une accoucheuse qui donneront aux pauvres, leurs soins gratuits.

Dans les communes où il y a des médecins et des sages-femmes, il en sera choisi et payé selon la population, un nombre suffisant pour l'assistance des pauvres.

Les œuvres pieuses peuvent prendre à leur charge tout ou partie des frais d'assistance.

Si la commune est trop pauvre ou insuffisamment peuplée, elle peut s'associer avec d'autres communes pour payer le médecin *Condotta* et la sage-femme obligatoires.

Si la commune n'a pas de pharmacie, le médecin *Condotta* peut avoir un dépôt de médicaments.

Les médecins payés par la commune sont nommés par le Conseil communal. Après trois ans d'épreuve, cette nomination est définitive ; au bout de ce temps, ils ne peuvent être révoqués que pour raison majeure, après approbation du Conseil sanitaire provincial et du Préfet. Réclamation contre l'avis du Préfet peut être portée devant le Ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE VII. — *De la Santé Maritime* (art. 17).

Dans tous les ports du royaume, il est établi des bureaux de santé maritime, avec personnel approprié.

Les ports seront classés au point de vue sanitaire par un règlement spécial.

En ce qui concerne la marine de guerre, le règlement général pour l'application de la loi (décret royal du 9 octobre 1889) dit dans son article 2.

« Les Ministres de la guerre et de la marine, en tout ce qui regarde la tutelle de l'hygiène et de la santé publique, doivent s'en tenir aux instructions du Ministre de l'Intérieur ; sauf les attributions qui leur sont dévolues par les lois et règlements spéciaux concernant le service sanitaire de l'armée et de la marine. »
— (La loi de 1865 admettait l'indépendance presque absolue en matière d'hygiène des Ministres de la guerre et de la marine).

CHAPITRE VIII. — *De l'assistance et de la surveillance vétérinaire.*

La surveillance vétérinaire est confiée dans chaque province à un *vétérinaire provincial* nommé par le

Ministre. S'il est nécessaire, le Préfet pourra nommer des *vétérinaires adjoints*.

Le *vétérinaire provincial* inspecte ou fait inspecter les écuries, étables, abattoirs et boucheries.

Il informe le Préfet des épizooties.

Le Ministre de l'Intérieur nomme encore des *vétérinaires de frontière* ou de *port* à l'effet d'examiner les viandes, abattues ou sur pied, introduites dans le royaume.

TITRE II

EXERCICE DES PROFESSIONS SANITAIRES (art. 22 à 35).

Est soumis à la vigilance sanitaire, l'exercice des professions suivantes : médecin, chirurgien, vétérinaire, pharmacien, accoucheur et sage-femme.

Sont sujets à la surveillance, en ce qui concerne la santé publique : les droguistes, parfumeurs, marchands de couleurs, liquoristes, confiseurs, les fabricants ou négociants de produits chimiques, de préparations pharmaceutiques, d'eaux distillées, d'huiles essentielles, d'eaux et de boues minérales, et de toute espèce de substances alimentaires et de boissons artificielles (art. 22).

L'article 23 donne les conditions exigées pour exercer la profession de médecin, chirurgien, vétérinaire, pharmacien, dentiste, phlébotome, ou sage-femme. Il faut pour cela, être majeur et nanti du diplôme de doctorat, ou d'un certificat d'aptitude, délivrés par une Université, un Institut ou une école autorisés dans le royaume.

Les diplômes doivent être enregistrés à la mairie de la commune où l'on veut exercer.

Les infractions à cet article sont punies d'une amende d'au moins 100 francs, sans préjudice des peines supérieures établies par le Code pénal.

Sont exceptés de ces conditions, les médecins ou chirurgiens appelés pour des cas spéciaux, et ceux qui, nantis d'un diplôme étranger exercent leur profession seulement auprès des étrangers.

Plusieurs diplômes donnent droit au cumul de certaines professions sanitaires. Exception est faite pour la pharmacie (sous peine d'au moins 100 francs), sauf dans le cas visé plus haut, où un médecin Condotta est autorisé à avoir un dépôt de médicaments.

Tout médecin doit tenir le *Médecin Provincial* au courant des faits qui peuvent intéresser la santé publique. Il doit indiquer au Maire pour chaque décès, la maladie qui l'a causé (sous peine d'une amende de cinq à vingt-cinq francs).

Exercice de la pharmacie. — Il n'est permis d'ouvrir une pharmacie qu'après déclaration au Préfet, faite quinze jours, au moins, auparavant. Un pharmacien diplômé en peut, seul, avoir la direction (amende d'au moins 100 francs — quinze jours de prison en cas de récidive).

Tout remède doit avoir été approuvé par le Conseil Supérieur de Santé; la composition et les indications thérapeutiques annoncées en doivent être exactes — (amende d'au moins 200 francs — quinze jours de prison en cas de récidive).

Chaque pharmacien doit posséder un exemplaire de

la *Pharmacopée* (sous peine d'amende de 20 francs) et tous les médicaments obligatoires (amende de 10 francs).

Les médicaments seront frais et de bonne qualité (amende de 100 francs, suspension pour récidive). Les ordonnances du médecin seront rigoureusement observées (500 francs d'amende ou un an de prison).

Les fabricants ou négociants en produits chimiques, les pharmaciens, droguistes et marchands de couleurs sont seuls autorisés à avoir des *poisons* en dépôt (500 francs d'amende ou un an de prison).

Les produits toxiques doivent être enfermés sous clef, avec l'indication spécifiée de *poison* (500 francs d'amende, un jour à un an de prison).

Les pharmaciens doivent conserver une copie des ordonnances délivrées et les ordonnances originales si elles contiennent du *poison* (amendes jusqu'à 100 francs).

Les *poisons* ne peuvent être vendus qu'à des personnes connues ou munies d'un certificat de l'autorité. Les commerçants autorisés à vendre des poisons notent tous les jours, sur un registre spécial, les qualités et quantités livrées, avec les nom, prénoms, domicile et profession de l'acheteur (amendes jusqu'à 250 francs et suspension de l'exercice pendant trois mois).

Les pharmaciens sont *inspectés* tous les deux ans ; ils peuvent être visités à l'improviste, ainsi que les droguistes et autres professions du même ordre, par les Médecins Provinciaux.

L'établissement d'une usine de produits chimiques et pharmaceutiques devra être autorisé par le Préfet.

L'usine sera dirigée par un pharmacien ou chimiste diplômé (si ce directeur n'est pas diplômé, amende de 100 francs et fermeture de l'établissement).

Le préfet autorise de même, après avis du Médecin Provincial et du Conseil supérieur de santé, l'ouverture des Instituts de médecine, chirurgie ou obstétrique, des établissements de bains, hydrothérapie, etc. (amendes jusqu'à 500 francs).

Contre l'avis du préfet est admis le recours au ministre de l'Intérieur.

TITRE III

DE L'HYGIÈNE DU SOL ET DE L'HABITATION

Sont maintenues les prescriptions concernant les eaux publiques et les écoulements, contenues dans les lois des travaux publics : sont prohibés les ouvrages modifiant le niveau des eaux souterraines ou le naturel écoulement des eaux superficielles dans les lieux où ces modifications seront reconnues nuisibles par les règlements locaux d'hygiène (art. 36) (contravention : amendes de 1 à 500 francs et démolition des ouvrages aux frais des contrevenants).

Le rouissage du chanvre et, en général, des plantes textiles se fera dans les lieux, aux époques et aux distances des habitations et avec les précautions prescrites par les règlements spéciaux (amendes d'au moins 50 francs) (art. 37).

Division en deux classes des manufactures ou fabriques insalubres par leurs exhalaisons ou d'une manière quelconque (art. 38) :

1^o Les unes seront isolées dans la campagne ;

2° Les autres devront observer des précautions spéciales.

Cette division sera établie par le Conseil supérieur de santé, après avis des ministres de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce et approuvée par le ministre de l'Intérieur.

Le Préfet devra être avisé de l'établissement d'une de ces industries quinze jours avant l'ouverture; il délivrera une autorisation (la contravention à cet article est punie d'une amende de 100 francs).

Art. 39. — Les maisons nouvellement construites ou refaites en partie ne peuvent être habitées qu'après autorisation du maire qui l'accordera seulement lorsqu'après inspection de l'officier sanitaire ou d'un ingénieur expressément délégué, il sera démontré :

a) Que les murs sont suffisamment secs ;

b) Que l'air et le jour sont en quantité suffisante ;

c) Que l'éloignement des eaux sales, des matières excrémentielles et des ordures est parfaitement assuré ;

d) Que la construction des latrines, éviers et conduites, permet d'éviter les émanations ou infiltrations dangereuses.

e) Que l'eau potable dans les puits, réservoirs et conduites est garantie de toute corruption ;

f) qu'il n'y a pas d'autre cause d'insalubrité (chaque habitant doit disposer de 10 mètres carrés de superficie et de vingt-cinq mètres cubes d'air respirable. — Règlement annexe, art. 84) ;

g) Que les règlements locaux d'hygiène sont rigoureusement observés.

Si le maire refuse son autorisation, recours est admis auprès du préfet, assisté du Conseil provincial de santé. Les contraventions sont punies de 1 à 500 francs d'amende et de la fermeture de la maison par proposition du Médecin Provincial et décret du Préfet.

Art. 40. — Les maisons ayant des égouts ou canaux pour eaux sales, ou des déchets industriels nuisibles, pouvant contaminer les eaux alimentaires ou domestiques, ne pourront être utilisées que si ces eaux d'écoulement sont soumises à une épuration complète (amendes de 500 francs).

Le maire a tout pouvoir pour faire fermer une maison reconnue nuisible au point de vue de l'hygiène, sur le rapport du Médecin Sanitaire Communal ou du Médecin Provincial. Le Préfet, assisté du Conseil Provincial, décide en dernier ressort.

TITRE IV

CHAPITRE I. — *De l'hygiène des boissons et des aliments.*

Art. 42. — Quiconque vend et conserve soit pour la vente, soit pour les donner comme salaire à ses employés, des aliments ou des boissons reconnues avariées ou falsifiées, en un mot nuisibles à la santé, est puni d'une amende de 1 à 100 francs et de six jours à trois mois de prison, en plus de la confiscation des matières suspectées.

Sera passible de la même peine quiconque, par un mauvais étamage ou d'une manière quelconque, rend nuisibles des ustensiles de cuisine ou des récipients destinés à la conservation d'aliments ou de boissons.

Art. 43. — Le Ministre de l'Intérieur dresse, après avis du Conseil supérieur de santé, une liste : 1° Des couleurs nuisibles qui ne peuvent être employées dans la préparation des substances alimentaires ou des boissons ; 2° des couleurs qui ne doivent pas servir à la coloration des étoffes, tapisseries, jouets d'enfants, papiers pouvant servir à envelopper des matières alimentaires ou des objets d'usage domestique.

Art. 44. — Chaque commune doit avoir de l'eau potable. Elle peut y être obligée par décret du Ministère de l'Intérieur. Sera puni d'une amende de 5 à 500 francs quiconque aura sali ou corrompu des eaux potables. Il devra réparer les dégâts commis et payer des dommages, s'il y a lieu.

CHAPITRE II. — *Mesures contre la diffusion des maladies infectieuses de l'homme et des animaux.*

Art. 45 à 50. — Toute maladie infectieuse doit être déclarée au Maire et au Médecin sanitaire Communal, par le médecin qui l'a observée, au Médecin Provincial, par le Médecin Officier Sanitaire, par le Maire au Préfet, par le Préfet au Ministre de l'Intérieur. Si le cas est grave, le Ministre de l'Intérieur ou le Préfet, après proposition du Médecin Provincial, pourra ordonner toutes les mesures nécessaires pour soigner les individus atteints et enrayer l'épidémie.

Tous les médecins de la commune atteinte doivent se mettre à sa disposition pour assurer le service sanitaire. (Les contraventions aux articles précédents sont punies d'une amende pouvant aller jusqu'à 500 francs.)

Art. 51, 52. — La vaccination est obligatoire.

Le vaccin est conservé chez le Médecin provincial et distribué gratuitement aux Maires et aux médecins qui en font la demande.

Nul ne peut ouvrir un Institut pour la préparation, la vente, l'inoculation des vaccins ou virus, antivarioliques, antirabiques ou autres, sans le consentement du Ministère de l'Intérieur. Ces Instituts seront dirigés par des médecins et soumis à l'inspection des autorités sanitaires.

Art. 55. — Les dispositions de la loi qui se rapportent aux maladies infectieuses de l'homme sont applicables aux cas de maladies infectieuses des animaux. La vigilance dans ce dernier cas est confiée à des vétérinaires.

CHAPITRE III. — *De la police mortuaire* (Art. 56 à 59).

Chaque commune doit avoir au moins un cimetière installé suivant les réglemens spéciaux et surveillé par les autorités sanitaires.

Les petites communes peuvent établir des cimetières communaux.

Il est défendu d'établir des habitations à moins de 200 mètres de distance des champs mortuaires, sous peine d'une amende de 200 francs et de la démolition de l'édifice).

Il est défendu d'ensevelir un cadavre autre part que dans les cimetières, exception faite pour les personnages illustres auxquels des honneurs nationaux sont décrétés par le Parlement ; et pour les chapelles privées établies à 200 mètres au moins de toute habitation.

Des *fours crématoires* sont établis dans des édifices

approuvés par le Médecin Provincial. Les communes doivent céder gratuitement dans leurs cimetières l'espace nécessaire à leur édification.

Les urnes cinéraires peuvent être reçues, soit dans les cimetières soit, dans des chapelles ou temples appartenant à des corps moraux reconnus par l'Etat, soit enfin dans des *columbaria* privés établis de manière à rendre impossible toute profanation.

TITRE V

DES RÉGLEMENTS LOCAUX D'HYGIÈNE

Les règlements locaux d'hygiène contiendront des dispositions spéciales, dépendant de la topographie de la commune et d'autres circonstances locales, pour assurer l'exécution de la loi. Ils contiendront aussi des prescriptions utiles pour éviter ou éloigner toutes les causes d'insalubrité non énumérées dans la loi.

Les contraventions aux règlements locaux d'hygiène pour lesquelles la loi n'aurait pas établi de peines spéciales seront punies d'une amende de 51 à 500 francs, sauf peines supérieures, en cas de crimes prévus par la loi.

Les règlements locaux d'hygiène sont délibérés par les Conseils communaux et transmis avec les observations des Conseils Sanitaires Provinciaux et du Médecin Provincial au Ministre de l'Intérieur qui les examine et les approuve ou les modifie s'il y a lieu.

Le Ministre de l'Intérieur peut fixer à une commune un délai, pour l'élaboration de son règlement. Passé ce délai, le règlement sera élaboré d'office par les soins du ministre (art. 60, 61).

TITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'article 62 règle la compétence des dépenses exigées par les services sanitaires.

Ces dépenses sont réparties proportionnellement entre les Communes, les Provinces et l'Etat.

Elle sont obligatoires pour les communes et les provinces (art. 63).

Les réclamations, au sujet de la répartition des dépenses entre les communes et les provinces sont transmises au Ministre de l'Intérieur qui décide, assisté du Conseil d'Etat.

Les articles 66 et 67 règlent l'application des peines infligées.

L'article 70 annonce le règlement qui devait être reconnu par décret royal du 9 octobre 1889, et qui traite de l'application de la loi.

Telle est la loi du 22 décembre 1888.

Elle réalisait sur la loi de 1865, un progrès immense qui la mettait au rang des meilleurs codes sanitaires modernes.

Nous en donnerons une appréciation rapide, mais auparavant il ne nous semble pas inutile de rappeler en un tableau le cadre général de l'Administration sanitaire du royaume. Ce tableau que nous empruntons au Mémoire du Ministère de l'intérieur de 1894 (déjà cité), nous paraît résumer heureusement et succinctement l'organisation sanitaire du royaume d'Italie.

I. ADMINISTRATION CENTRALE

Direction de la santé publique au Ministère de l'intérieur.

1° *Bureau du Directeur de la santé publique* : un premier secrétaire administratif et un employé d'ordre ;

2° Première section : *Administration et Assistance sanitaires*, avec un chef de section, un premier secrétaire et deux secrétaires administratifs. *Bureau de comptabilité* avec un comptable et deux employés d'ordre ;

3° Deuxième section : *Assainissement du sol et de l'habitation. Police mortuaire* : avec un chef de section, deux premiers secrétaires administratifs et un employé d'ordre ;

4° Troisième section : *Bureau technique* avec un chef de section, un premier secrétaire et un secrétaire médecin, un premier secrétaire ingénieur, un secrétaire

administratif, un dessinateur, un employé extraordinaire médecin et un employé d'ordre.

Corps consultatifs attachés à l'Administration centrale sanitaire.

A. Conseil Supérieur de la Santé, composé de 12 membres électifs et de 7 membres nés.

B. Bureau des Ingénieurs Sanitaires et Commission Consultative des Contrats, composés l'un et l'autre de 5 membres.

Laboratoires scientifiques attachés à la Direction de la santé publique.

5° Première section de *microscopie* et *bactériologie* avec un chef de laboratoire et deux assistants médecins ;

6° Deuxième section de *chimie*, avec un chef de laboratoire, un assistant médecin et deux assistants chimistes ;

7° Troisième section : *Institut vaccinogène*, avec un chef de laboratoire médecin, un assistant médecin, un assistant vétérinaire et deux employés d'ordre ;

8° *Musée d'hygiène* (Génie sanitaire et physique technique) avec un ingénieur et un dessinateur ;

9° *Ecole de perfectionnement dans l'hygiène publique*, avec un professeur ordinaire d'hygiène, directeur et sept agrégés chargés des enseignements divers.

II. ADMINISTRATION PROVINCIALE

Soixante-neuf bureaux de Médecin provincial composés chacun d'un Médecin provincial et d'un nombre variable d'employés administratifs suivant l'importance des différentes provinces.

Soixante-neuf Conseils provinciaux sanitaires, un pour chaque province.

Cent quarante-deux médecins attachés aux dispensaires *celtiques* (maladies vénériennes) institués dans les principales communes du royaume.

Onze médecins de port attachés aux principaux ports du royaume : Alberoni (Venise), Brindisi, Cagliari, Gênes, Livourne, Messine, Naples, Palerme.

Trente-cinq vétérinaires de frontière.

Personnel technique et administratif dans les stations sanitaires d'Asinara, Poveglia (Venise), Augusta (Sicile), Nisida (Naples), Brindisi, Gênes, Messine, Livourne.

Etablissement thermal d'Acqui, personnel médical et administratif.

III. ADMINISTRATION COMMUNALE

Un Officier Sanitaire Communal dans chaque commune. Dans les communes importantes il y a, sous la dépendance des officiers sanitaires, des laboratoires de microscopie et chimie pour la vigilance hygiénique, dirigés par des experts médecins et des experts chimistes hygiénistes.

La loi du 22 décembre 1888 élargissait heureusement les mesures étroites de la loi de 1865. Elle faisait, et c'est là un de ses grands perfectionnements, une large part à l'élément technique qu'elle rétribuait de

manière à pouvoir en exiger un service assidu. Elle instituait une véritable hiérarchie technique de médecins compétents, dont l'autorité officielle guide l'autorité publique dans l'application de la loi.

Elle présentait encore avec la loi de 1865 une différence capitale qui constituait un immense progrès. En 1865, il n'y avait, entre le Ministre et le Conseil supérieur, aucun intermédiaire, aucun agent compétent, instruit, responsable permanent et officiel.

Cette lacune fut comblée par le Ministre Crispi qui, au mois de juillet 1887, institua un Directeur de la Santé Publique. Cette institution si nécessaire fut maintenue par la nouvelle loi. M. le Dr Pacchiotti, en un discours au Sénat pendant la discussion de la loi, demandait éloquemment un Ministre de l'Hygiène Publique. M. Cardarelli, pendant la discussion à la Chambre, affirmait en un langage pittoresque la nécessité d'un *Ministre de la guerre contre les microbes*.

C'est ce Ministre que Crispi avait donné et que la loi de 1888 reconnaissait officiellement à l'Italie.

Plus bas, dans la hiérarchie administrative, on retrouve, d'ailleurs, un intermédiaire analogue entre le Préfet et le Conseil sanitaire de la province, c'est le Médecin provincial.

La loi du 22 décembre 1888 était enfin incomparablement plus complète que la loi de 1865. Cette dernière s'occupait exclusivement d'établir une hiérarchie administrative chargée de veiller à la protection de la Santé Publique. Celle-ci était régie par des traditions, des circulaires, de vieilles lois et de vieux règlements locaux. Le nouveau Code et le Règlement Général du

9 octobre 1889, en outre de l'institution d'une organisation solide et dont nous avons démontré la supériorité, règle soigneusement et avec beaucoup de détails toutes les conditions concernant la santé publique, depuis l'exercice des professions sanitaires jusqu'aux règlements locaux, en passant par l'hygiène du sol et de l'habitation, celle des boissons et des aliments, et la prophylaxie des maladies infectieuses, très particulièrement étudiée.

Il est cependant une constatation que l'on ne peut s'empêcher de faire : on pourrait, en effet, se demander si certains articles de la loi n'avaient pas été exagérés. A notre époque où l'on proclame bien haut la liberté de chacun pour soi et son foyer, ne pouvait-on pas craindre que le Titre III, par exemple (hygiène des habitations), qui donnait aux autorités publiques un pouvoir presque absolu, n'instituait pas une sorte de violation légale de la propriété privée ?

Les législateurs italiens n'en jugèrent pas ainsi ; le principe de ces articles fut admis sans aucune contestation, quelques députés même, ne soulevèrent la question que pour demander l'augmentation des pouvoirs publics.

Nous connaissons dès maintenant la loi de 1888. Nous l'avons étudiée dans son texte et nous l'avons appréciée, trop rapidement à notre gré, autant que notre faible compétence nous le permettait.

Il ne nous semble pas inutile, dès lors, de rechercher les résultats qu'a donnés son application : ces résultats seront la meilleure conclusion de ce chapitre.

La loi est appliquée sur tout le territoire italien. Un personnel nombreux est mis au service de la santé publique.

Des laboratoires se sont élevés de toutes parts, grâce à la générosité de l'État, des provinces et des villes (voir troisième partie). Ces laboratoires permettent toutes les recherches bactériologiques, microscopiques, chimiques, physiques, météorologiques, etc., que l'on juge nécessaires.

Le Directeur de la Santé Publique adresse au Conseil Supérieur des rapports sur tous « les faits principaux regardant l'hygiène et la santé publique dans le royaume ».

Nombreuses sont les communes qui ont contracté à la Caisse des Dépôts et Prêts des emprunts pour l'amélioration de leur état sanitaire. Enfin, dans la plupart des villes s'élèvent des Instituts d'hygiène que nous étudierons plus en détail dans la troisième partie de ce travail.

Les mesures les plus sévères ont été prises pour la prophylaxie des maladies infectieuses et leur application a donné les meilleurs résultats comme le montre ce tableau comparé du nombre *des décès par suite des maladies contagieuses*.

Maladies	1887	1891
Variole	16 249	2 915
Rougeole	23 768	19 545
Scarlatine	14 631	7 254
Diphthérie	24 677	11 691
Fièvre typhoïde	27 273	18 938
Malaria	21 033	18 372
Fièvre puerpérale	2 504	1 642
TOTAL	<u>130 135</u>	<u>80 357</u>

Donc, en 1891, la mortalité par maladies infectieuses a baissé d'environ un tiers.

Nous n'insisterons pas sur la teneur des mesures prises pour la prophylaxie des maladies infectieuses.

Cette question n'entre pas dans le cadre nécessairement limité que nous nous sommes imposé. La lutte contre la malaria seule suffirait à la matière de plusieurs volumes.

Le paludisme est le fléau de l'Italie ; c'est l'infection la plus répandue dans la presque totalité de la péninsule. La campagne entreprise contre lui est l'un des plus beaux éloges que l'on puisse faire de l'hygiène italienne, l'un des plus grands hommages que l'on puisse rendre à l'activité scientifique des hygiénistes de ce pays.

Nous ne pouvons résister au désir de fournir quelques chiffres¹ :

¹ Prof. B. Gosio, *la Campagna antimalarica dell'anno 1901, nella Maremma grossetana.*

Régions.	Mortalités pour 100		Différence
	en 1900	en 1901	
Barbanella . .	83 09	26 05	57 04
Istria . . .	63 38	7 35	56 03
Gorarella . .	93 83	42 46	51 37
Deposito . .	39 55	6 59	32 96
Groneto . .	50 83	29 48	21 35

L'éloquence de ces chiffres nous dispense de conclure.

En résumé, la loi du 22 décembre 1888 est appliquée depuis sa création et, depuis lors, l'état sanitaire de l'Italie s'est de beaucoup amélioré, la mortalité par maladies infectieuses a considérablement diminué. De tous côtés on travaille à la lutte pour l'hygiène, c'est-à-dire pour la vie.

Si la loi nouvelle demeure encore perfectible, elle n'en constitue pas moins un immense bienfait pour le royaume d'Italie et une date dans les annales de l'hygiène.

CHAPITRE III

LES LOIS SANITAIRES DEPUIS 1888.

Il nous reste, pour être complet dans notre étude de la législation sanitaire italienne, à dire quelques mots des lois édictées depuis 1888.

Depuis la loi du 22 décembre 1888, ont paru un nombre considérable de circulaires, de décrets royaux ou ministériels.

Ces décrets et circulaires règlent des questions de détail, prennent des mesures nouvelles pour la bonne application de la loi. Leur importance, en somme, n'est que relative, au point de vue général, la loi de 1888 demeurant la base de la législation sanitaire italienne. Aussi les laisserons-nous systématiquement de côté.

Nous nous proposons simplement d'étudier en ce chapitre les Lois parues depuis 1888. Nous nous contenterons de citer les moins importantes et nous insisterons seulement sur celles qui présentent quelque intérêt.

Ces lois seront présentées non dans l'ordre chronologique, mais groupées suivant un ordre logique, sous des rubriques générales.

Personnel, bureaux, laboratoires gouvernementaux et municipaux.

Loi du 14 juillet 1898, SUR LES APPOINTEMENTS DES MÉDECINS CONDOTTI : ceux-ci seront payés mensuellement

par les communes. Il pourront en cas de conflits avoir recours à l'autorité préfectorale.

Loi du 14 juillet 1898, instituant une CAISSE DE PENSIONS POUR LES MÉDECINS CONDOTTI : cette caisse, créée sur le modèle des associations mutualistes, est alimentée par les médecins eux-mêmes, par les communes, par des retenues sur les pensions, par des dons ou des héritages, enfin par les intérêts accumulés du capital.

Exercice d'industries insalubres ou dangereuses.

Loi du 17 mars 1898 sur les ACCIDENTS DU TRAVAIL.

TITRE I

LIMITES DE L'APPLICATION DE CETTE LOI

Elle vise les industries suivantes : exploitations de mines, carrières, tourbières ; entreprises de construction, entreprises pour la production du gaz d'éclairage, de l'électricité ; téléphones ; industries où l'on se sert d'explosifs : arsenaux ; chantiers maritimes.

Elle s'applique encore aux entreprises ayant à leurs gages plus de cinq ouvriers et s'occupant de la construction des voies ferrées, des moyens de transport par fleuves ou canaux, de tramways à traction mécanique, de construction de ponts, de ports, de canaux, etc.

TITRE II

Les chefs d'entreprises doivent prendre toutes les précautions possibles pour empêcher les accidents du travail (ces précautions sont déterminées par le règlement pour l'exécution de la loi, annexé à celle-ci). Les patrons doivent être assurés.

TITRE III

ASSURANCES

Doivent être l'objet d'une assurance les ouvriers travaillant dans les industries citées au titre I.

Art. 9. — L'indemnité assurée aux ouvriers en cas d'accident est fixée comme il suit :

Incapacité permanente absolue : somme équivalant au salaire de cinq années et qui ne sera pas inférieure à 3000 francs.

Incapacité permanente partielle : somme équivalant à cinq fois ce qui peut être soustrait au salaire annuel.

Incapacité temporaire absolue : indemnité journalière égale à la moitié du salaire moyen. Cette somme devra être versée pendant toute la durée de la maladie.

Incapacité temporaire partielle : somme équivalant à la moitié de ce qui pourra être soustrait au salaire moyen. Cette indemnité sera due pendant toute la durée de la maladie.

En cas de mort : une somme égale à cinq fois le salaire d'une année sera versée aux héritiers testamentaires ou légitimes.

Art. 11. — Au bout de deux ans l'ouvrier ou les Compagnies d'assurances pourront demander la revision du jugement après nouvelle visite médicale.

Art. 17. — Sont exempts de l'obligation de l'assurance, près la Caisse nationale ou les Compagnies privées :

1^o L'Etat ;

2^o Ceux qui fondent à leur frais, une Caisse déclarée à l'Etat et offrant des garanties déterminées par la Loi :

3^o Les industriels constitués en Syndicats d'Assurance mutualiste, dont les statuts sont approuvés par le Ministre de l'Intérieur, de l'Industrie et du Commerce ;

4^o Les Sociétés de chemins de fer, qui ont des Caisses de pensions et de secours.

Cette loi était suivie d'un règlement déterminant les conditions de son exécution. Elle a reçu la sanction royale par décret du 25 septembre 1898.

Loi sur le travail des enfants.

Cette loi date du 11 février 1886 et elle fut reconnue par décret royal du 17 septembre 1886.

Article premier. — On ne pourra employer dans les ateliers, mines ou carrières des enfants de l'un ou l'autre sexe âgés de moins de neuf ans et de moins de dix ans si le travail se fait sous la terre.

Les enfants de plus de neuf ans et de moins de quinze ans ne seront admis que sur certificat du médecin constatant qu'ils ont la vigueur nécessaire.

Art. 2. — Les enfants âgés de neuf ans accomplis et de moins de douze ans ne devront pas dépasser un maximum de huit heures de travail quotidien.

Art. 3. — Les enfants ne pourront être employés à des travaux dangereux ou insalubres.

Cette loi est admise en principe par une circulaire en date du 6 février 1899 du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, et une circulaire en date du 7 novembre 1899 du ministère de l'Intérieur.

Ces circulaires apportent quelques modifications dans le Règlement pour l'exécution de la loi.

Commerce et ventes des médicaments.

La loi du 21 décembre 1899 institue des *armoires pharmaceutiques* dans les communes et les régions dépourvues de pharmacie.

**Mesures pour prévenir et réprimer
les maladies infectieuses.**

Loi du 21 décembre 1899 sur la fabrication et la vente des vaccins, virus, sérums curateurs et produits analogues.

Article premier. — Le ministère de l'Intérieur autorisera la vente des produits suivants ;

Vaccins,

Virus,

Sérums curateurs,

Toxines, antitoxines et autres produits analogues.

Art. 2. — Ces produits, avant d'être mis en vente, devront être soumis au contrôle de l'Etat.

Loi du 2 novembre 1901 concernant les dispositions à prendre dans les régions malariques du Royaume.

Article premier. — Le ministre de l'Intérieur, après avoir entendu les Conseils Sanitaires Provinciaux et le Conseil Sanitaire Supérieur, détermine les zones où règne le paludisme.

Art. 2. — Dans ces régions, les ouvriers atteints de fièvres paludéennes seront soignés par les Sociétés de bienfaisance et, quand ils ne pourront l'être, les municipalités leur fourniront gratuitement de la quinine.

Les dépenses avancées par les communes seront totalisées à la fin de l'année et seront réparties entre

les propriétaires des terres comprises dans les zones malariques.

Art. 4. — La quinine vendue sera celle fournie par l'Etat.

Art. 5. — En rase campagne, les ouvriers devront être défendus de la piqure des moustiques, de juin à décembre.

Art. 6. — Dans les contrées malariques, les propriétaires doivent favoriser l'écoulement des eaux stagnantes.

Loi du 23 décembre 1900 sur la vente de la quinine.

Article premier. — Le ministère des finances est autorisé à vendre au public les chlorhydrate, sulfate et bisulfate de quinine, par l'intermédiaire des pharmaciens, ou, à défaut de ceux-ci, de simples particuliers.

Art. 2. — La quinine sera préparée selon les règles de la Pharmacopée.

Art. 3. — Le tarif pharmaceutique sera modifié selon le prix de la quinine.

Art. 4 et 5. — Un budget spécial sera établi. Les bénéfices seront consacrés à la lutte contre la malaria.

Art. 7. — Si la quinine augmente de prix, l'argent nécessaire sera pris sur les bénéfices précités.

Art. 8. — Il est institué une Commission de vigilance pour le service de la quinine.

Loi sur la culture du riz. — Cette loi, qui date du 12 juin 1866 et règle les précautions à prendre pour la culture du riz, est reprise et modifiée par un décret ministériel du 11 mars 1896 établissant des mesures rigoureuses pour éviter la diffusion de la malaria.

Santé maritime.

Loi sur l'émigration, 31 janvier 1901 : les voyageurs devront présenter un passeport et subir une visite médicale.

Hygiène du sol et de l'habitation.

Loi du 8 février 1900 : règle les prêts aux communes pour l'exécution des travaux regardant l'hygiène publique, la dérivation des eaux et l'approvisionnement en eaux potables.

Loi du 15 janvier 1885 pour l'assainissement de Naples est étendue aux autres communes *par la loi du 7 janvier 1892*.

Boissons, aliments et objets domestiques.

Loi du 15 juillet 1894 : règle la fabrication et la vente du beurre artificiel.

Loi du 25 mars 1900 pour combattre la fraude dans la préparation des vins.

Comme on le voit, à part la loi sur les accidents du travail, créée de toutes pièces, rien n'est changé des dispositions générales de la loi du 22 décembre 1888 qui reste le pivot de l'organisation sanitaire.

DEUXIÈME PARTIE

L'HYGIÈNE DANS LES ÉTUDES MÉDICALES

L'enseignement de l'hygiène en Italie occupe une large place au cours des études médicales.

Les étudiants aspirant simplement au grade de docteur en médecine sont très soigneusement instruits des questions sanitaires.

Il existe en outre des écoles spéciales, des cours particuliers pour les docteurs en médecine, médecins-vétérinaires, chimistes, ingénieurs qui se destinent à l'une des fonctions sanitaires prévues par la loi.

De ce chapitre donc, nous ferons deux parts :

1° L'enseignement de l'hygiène aux étudiants en médecine.

2° L'enseignement spécial donné dans les Instituts, à l'École de Perfectionnement de Rome aux docteurs en médecine, médecins-vétérinaires, chimistes, ingénieurs aspirant à des fonctions officielles.

I

Tout aspirant au grade de docteur en médecine fait six ans d'étude répartis comme il suit :

Les trois premières années sont réservées à l'étude

des sciences biologiques théoriques (anatomie physiologie, physique, chimie, pathologie) sans préjudice, bien entendu, d'un stage hospitalier.

Les trois dernières sont consacrées à l'instruction *pratique* de l'étudiant. C'est alors qu'on lui enseigne particulièrement l'hygiène et la clinique.

L'hygiène est étudiée pendant la totalité de la cinquième année. L'étudiant est, à ce moment, suffisamment instruit pour en saisir toute l'importance.

L'enseignement donné à la Faculté diffère peu, en général, de celui donné en France : les programmes sont cependant beaucoup plus complets.

Le personnel comprend : un professeur, des coadjuteurs (*aiuti* littéralement auxiliaires) des assistants.

Le *professeur* fait son cours trois fois par semaine durant toute l'année scolaire (de novembre à fin juillet). La durée de chaque cours est d'une heure.

Le professeur traite les questions principales et renouvelle, à son choix, tous les ans, le sujet de ses leçons, de manière à faire un cours complet en un cycle d'années déterminé.

Les *coadjuteurs* (analogues à nos agrégés) complètent le cours du professeur par des conférences qui ont lieu trois fois par semaine et dont la durée est également d'une heure. Les coadjuteurs traitent les sujets laissés de côté par les professeurs, de manière à ce que les élèves voient en un an toutes les parties de l'hygiène.

Les *assistants* (qui correspondent à nos chefs de travaux) dirigent les élèves dans leurs *travaux pratiques*. Les étudiants sont divisés en séries suivant

leur nombre. Deux ou trois fois par semaine ils prennent part à des séances de manipulations d'une durée d'une ou deux heures. Les travaux pratiques portent sur la technique microscopique, la bactériologie, la physique, la chimie, l'analyse, etc. On apprend aux élèves à cultiver et déceler les principaux microbes pathogènes, à faire des examens de matières alimentaires, eaux de boisson, etc.; en un mot, on les instruit le plus complètement qu'il est possible dans les recherches relatives à l'hygiène.

L'instruction des étudiants est complétée par des démonstrations dans les musées spéciaux où sont réunies des collections très complètes d'appareils, de graphiques, de statistiques, etc. Ils sont enfin conduits par les professeurs, coadjuteurs ou chefs de travaux dans les usines, établissements industriels, prisons, groupes spéciaux où on leur fait des démonstrations pratiques.

Les étudiants en médecine, à la fin de leur cinquième année d'études, subissent un examen théorique et pratique sur les matières enseignées pendant l'année.

Cet enseignement spécial est donné dans les Instituts que nous étudierons plus spécialement dans la troisième partie de ce travail.

II

Les médecins, vétérinaires, ingénieurs, chimistes, aspirant à une fonction officielle dans la hiérarchie administrative reçoivent une instruction toute spéciale qui leur est donnée, moyennant le paiement d'inscriptions, dans les Instituts d'hygiène du royaume, et

particulièrement à l'École de Perfectionnement de Rome.

Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'il existe :

69 *médecins provinciaux*, ayant sous leurs ordres :

153 *médecins attachés*, et

35 *vétérinaires de frontière*,.

Dans chaque commune on trouve :

Un officier sanitaire.

À côté des fonctionnaires qui précèdent, siègent dans les Conseils des *chimistes-experts*, ou des *pharmaciens*, des *ingénieurs*, des *vétérinaires* dont les attributions sont spécialement réglées par la loi.

Tous ces fonctionnaires sont examinés sur des programmes fixés officiellement.

A. Médecins provinciaux.

On lit dans le Règlement général du 4 octobre 1889 :
« Les médecins provinciaux seront nommés par décret royal, après examen. »

Pour être admis à ce concours, les aspirants devront prouver qu'ils ont obtenu leur diplôme depuis au moins cinq ans, et qu'ils n'ont pas dépassé l'âge de quarante-cinq ans. Ils devront, en outre, présenter un certificat démontrant qu'ils ont suivi avec profit, depuis l'obtention de leur diplôme, un cours spécial pratique dans un des laboratoires d'hygiène de l'État.

L'examen se composera de trois épreuves : pratique, écrite, orale, selon les règles et programmes établis par un règlement spécial.

Il est donné faculté au Ministre de l'Intérieur de proposer au roi, jusqu'à concurrence d'un sixième des places, la nomination de médecins qui, dans leurs œuvres ou leur enseignement, se sont distingués par une compétence spéciale dans l'hygiène publique ou qui, en raison des services rendus à l'Etat, seraient reconnus aptes à cette charge.

Le jugement des titres est déferé à une Commission composée de cinq membres, dont trois professeurs de l'Université.

Les Médecins Provinciaux sont divisés en trois classes avec les appointements qui seront indiqués dans un rôle organique spécial.

Les promotions auront lieu par mérite et par ancienneté sur l'avis du Conseil Supérieur de Santé (articles 19 et 20).

Si donc, nous exceptons un sixième des places dans les conditions indiquées par ledit Règlement, cinq sixièmes restent des candidats qui doivent subir un concours spécial.

En quoi consiste ce concours ?

Nous devons ici ouvrir une parenthèse et dire quelques mots de l'*Ecole de perfectionnement dans l'hygiène publique pour médecins, vétérinaires, chimistes et ingénieurs*. Cette Ecole fut créée à Rome à la suite de la loi du 22 décembre 1888 alors que s'imposait la nécessité absolue d'un personnel technique. Ce personnel devait avoir des connaissances spéciales pour s'occuper « de tout ce qui a rapport à l'amélioration de la vie matérielle des peuples, à l'application énergique des moyens nécessaires pour enrayer et faire disparaître les dangers qui la menacent.

« Il fallait donc organiser cet enseignement de façon qu'en pussent profiter non seulement les médecins qui sont les premiers appelés à remplir cette noble mission de défense sociale, mais aussi les vétérinaires, les chimistes et les ingénieurs, profession dont l'exercice touche par tant de points à l'hygiène publique. »

L'enseignement comprend sept cours :

- 1° Le génie sanitaire ;
- 2° La microscopie et la bactériologie appliquées à l'hygiène ;
- 3° La chimie appliquée à l'hygiène ;
- 4° La physique technique et la météorologie appliquées à l'hygiène ;
- 5° L'épidémiologie et la législation sanitaire ;
- 6° Les maladies animales et l'inspection des denrées alimentaires ;
- 7° La statistique et l'Assistance publique.

Les cours durent de janvier à fin mai pour les médecins, vétérinaires et ingénieurs, de janvier à fin août pour les chimistes.

Il est procédé à de nombreux exercices pratiques, bactériologie, technique microscopique, analyses, préparation de vaccin, etc. Chaque élève doit apporter les instruments de première nécessité (microscope, etc.). On fait visiter aux élèves les groupes scolaires, hospitaliers, industriels, les prisons, les égouts, les divers travaux d'assainissement.

Les élèves sont admis au concours.

Les Ministres de la Guerre et de la Marine délèguent à l'Ecole de perfectionnement des médecins, pharma-

ciens et vétérinaires militaires, des médecins et pharmaciens du service de santé maritime.

A la fin des études, les élèves passent un examen qui donne droit à un certificat. Ce certificat permettra aux médecins de concourir pour les places de médecins provinciaux ou de médecins hygiénistes-experts, aux chimistes pour les places de chimistes hygiénistes-experts, aux vétérinaires et ingénieurs pour les diverses places prévues par les règlements.

Les élèves de l'Ecole de perfectionnement sont interrogés pour leurs examens de fin d'année sur un programme spécial.

Nous nous permettrons de le résumer, car il sert aussi aux *Concours pour l'obtention du grade de médecin provincial*.

Il comprend sept titres :

I. *Législation, organisation sanitaire et administrative du royaume.*

Comprend l'étude détaillée de la loi du 22 décembre 1888, du règlement du 9 octobre 1889, des lois spéciales, de toutes les circulaires et instructions concernant la santé publique.

II. *Démographie et Assistance publique.*

Etude de la statistique démographique, de la population, des moyens de l'Assistance publique et de son organisation.

III. *Police sanitaire des maladies infectieuses :*

Mesures concernant la prophylaxie de toutes les maladies endémiques ou épidémiques.

IV. *Génie sanitaire.*

Etude du sol et des diverses conditions qui tendent à le souiller.

Voirie. Habitations privées et groupes spéciaux. Hôpitaux.

Approvisionnement en eau potable pour les centres habités. Hygiène des villes.

Chambres mortuaires. Cimetières, fours crématoires.

V. Epreuves pratiques de microscopie appliquée à l'hygiène.

Examen microscopique et bactériologique des poussières, de l'eau, des terrains, des boissons, du lait, des viandes, des farines et du pain, des tissus pour vêtements, couvertures, etc.

Etude des microorganismes.

Diagnostic bactériologique des diverses maladies infectieuses, principalement du charbon, de la tuberculose et du choléra.

VI. Epreuves pratiques de chimie appliquée à l'hygiène.

Chimie analytique.

Recherche des substances pouvant souiller le sol, l'eau, l'atmosphère, les boissons et les aliments.

Détermination de l'alcool dans les vins et liqueurs. Falsification des boissons.

Examen des étamages et vernis pouvant contenir du plomb.

Reconnaissance de médicaments et étude de leur falsification.

VII. Epreuves pratiques de physique technique appliquée à l'hygiène.

Examen de la structure des terrains et de ses conditions hygiéniques.

Examen de la température du sol, des mouvements de la nappe d'eau souterraine.

Examen physique de l'air.

Détermination physique des matériaux de combustion.

Cubage des locaux, calcul de leur ventilation, de leur température, de leur humidité, de leur chauffage.

Manomètres et compteurs pour le gaz et l'eau potable.

Etude de l'éclairage par rapport à la détermination de l'intensité lumineuse.

B. Vétérinaires, chimistes et ingénieurs.

Nous venons de voir que les vétérinaires, chimistes et ingénieurs suivaient à Rome les cours de l'Ecole de perfectionnement et étaient examinés sur le programme que nous avons exposé.

Il est bien entendu que ceux qui ne vont pas spécialement à Rome peuvent suivre des cours spéciaux dans les Instituts de province. Il en est de même pour les candidats au titre de Médecin Provincial.

C. Officiers Sanitaires.

L'officier communal peut être, soit le *médecin Condotta*, soit, par proposition du Conseil Communal, un médecin qui aurait fait des études spéciales d'hygiène pratique. Les aspirants au titre d'Officier Sanitaire peu-

vent suivre dans les Instituts d'hygiène des cours spéciaux.

Nous avons sous les yeux une publication de l'Institut d'hygiène de Rome que nous devons à l'obligeance du Professeur Casagrandi. Elle porte le titre de *Corso di perfezionamento in igiene per i laureati in medicina pel conseguimento del titolo di ufficiale sanitario* ¹ (Cours de perfectionnement en hygiène à l'usage des docteurs en médecine pour l'obtention du titre d'officier sanitaire).

Cet opuscule contient une longue liste de médecins (au nombre de 67) et de vétérinaires (20) qui ont suivi les cours de l'Institut de Rome. Ces cours, comme on le voit, sont très recherchés. Il donne ensuite la division des heures d'études : les élèves, dans la semaine, suivent quatre cours de microscopie et bactériologie, de deux heures chacun ; quatre cours de chimie, également de deux heures ; deux cours de deux heures portant sur les maladies vétérinaires ; trois cours d'une heure d'épidémiologie ; deux cours sur le génie sanitaire ; un cours de législation.

Ces cours sont accompagnés de démonstrations pratiques de laboratoire. Les élèves sont conduits par leurs professeurs en des excursions scientifiques.

Suit la liste des matières sur lesquelles ils seront interrogés à l'examen de fin d'année, et le programme des cours. Nous allons les résumer rapidement :

¹ Extrait du supplément *Del Policlinico*, anno 1901.

Programme des examens.

I. Bactériologie et technique microscopique.

Cultures des divers microbes et différents procédés de coloration. Leur diagnostic.

Examen des farines et du pain, de la viande, de leurs qualités et de leur falsification.

Examen des divers parasites animaux.

Recherche des parasites dans les eaux (f. typhoïde, malaria, etc.).

Examen des tissus, couvertures, etc.

II. Questions de chimie.

Analyse des eaux.

Examen chimique des viandes, du lait et de ses falsifications, de l'huile et de sa provenance, du beurre, des confiseries, des farines, du vin, vinaigre, alcool, etc.

Programme des cours.

I. *Epidémiologie* : le cours traite des lois capitales de l'épidémiologie et surtout de l'étude de la malaria. Il traite aussi de la prophylaxie internationale, nationale, locale et municipale, des moyens directs ou indirects que la science met à notre disposition contre les germes pathogènes.

II. *Technique microscopique* : traite des caractères microscopiques des substances alimentaires, des boissons et de leurs falsifications. Importance du microscope comme adjuvant de la chimie et des autres moyens d'investigation.

III. *Technique bactériologique* : Caractères des divers germes pathogènes et leur diagnostic.

IV. *Chimie* : Composition des principales substances alimentaires, de leur pureté, de leur valeur alimentaire, de leurs altérations.

V. *Examen des viandes et maladies vétérinaires* : Ce cours est essentiellement pratique, il comprend l'étude des diverses viandes, l'examen des animaux, l'hygiène des abattoirs, vacheries, laiteries, etc.

VI. *Législation sanitaire*.

On expose aux élèves les lois sanitaires dont on commente les principales mesures.

Suit encore le programme des travaux pratiques, manipulations et excursions, qui roulent sur les divers sujets du cours.

On le voit, l'instruction des Officiers Sanitaires, pour être inférieure à celle des Médecins Provinciaux, n'en est pas moins très spéciale. Elle assure largement le bon accomplissement de leurs fonctions dans les communes.

En somme, des considérations qui précèdent et comme conclusion de ce chapitre, il est permis de constater que l'enseignement sanitaire en Italie est l'objet de soins extrêmes. On sent là la préoccupation constante d'assurer au pays un personnel parfaitement à la hauteur de sa tâche, c'est la conséquence nécessaire de la loi de 1888 et l'explication même de sa bonne application si féconde en heureux résultats.

TROISIÈME PARTIE

L'HYGIÈNE DANS LES PRINCIPALES VILLES

ITALIENNES — LES INSTITUTS

Bien souvent, au cours de ce travail, nous avons fait allusion aux Instituts d'hygiène, nous réservant de reprendre plus tard cette question. Nous nous proposons dans ce quatrième chapitre d'étudier en détail quatre de ces établissements, et d'esquisser rapidement l'organisation des services sanitaires dans quelques-unes des principales villes italiennes.

Nous devons, dès l'abord, pour expliquer le développement des Instituts d'hygiène, dire quelques mots d'une institution très particulière à l'Italie : nous avons nommé les « *Consorti universitaires* » (littéralement : sociétés, associations universitaires).

Quand l'aide prêtée par l'État aux écoles expérimentales est reconnue insuffisante, on institue un *Consortio* entre la Ville et la Province, dans le but de concourir pécuniairement à l'amélioration de ces écoles.

Nous prendrons pour exemple le *Consortio* de Turin¹ : Il fut institué, en 1877, entre la commune et

¹ Consulter : *L'Institut physiologique de l'Université de Turin*, publication faite par le professeur A. Mosso à l'occasion du XI^e Congrès international de médecine, 1894.

la province de Turin, « dans le but de venir en aide, avec une somme annuelle de 50.000 francs aux Instituts expérimentaux. »

Il était administré par deux délégués du Conseil Provincial, deux délégués du Conseil Communal, un délégué de l'Académie des Sciences, un délégué du Conseil Académique et le Recteur de l'Université, comme président.

« En Italie, dit le professeur A. Mosso, le sentiment de la vie municipale est si fort, que les villes et les provinces s'intéressent au sort de leurs Instituts scientifiques, et leur font des dons importants... sans demander aucune ingérence dans l'administration de l'Université qui appartient uniquement à l'État. »

Le *Consorzio* de Turin fournissait aux écoles expérimentales des annuités de 50.000 francs. Le seul laboratoire de physiologie, par exemple, reçut, la première année, une somme de 15.000 francs, et les années suivantes des sommes de 1500 à 2000 francs. L'État allouait, en outre, au même laboratoire, une dotation annuelle de 5000 francs.

En 1885, à la suite de l'augmentation considérable du nombre des étudiants et de l'insuffisance consécutive des locaux existants, on établit un autre *Consorzio* entre la ville et la province qui fournirent 2 millions de francs. La part de l'État était également de 2 millions. On éleva, de la sorte, quatre grands édifices; l'un d'eux est affecté à l'Institut d'hygiène (et au Laboratoire de physique).

A l'exemple de la commune de Turin, la plupart des villes d'Italie réunirent des *Consorzi* : c'est ainsi que

la commune et la province de *Gênes* donnent à l'État pour l'Université, la somme annuelle

De	108.000 francs.
<i>Modène,</i>	74.450 —
<i>Sienna,</i>	67.500 —
<i>Bologne,</i>	80.000 —
<i>Parme,</i>	82.000 —
<i>Messine,</i>	110.000 —
<i>Catane,</i>	118.066 francs, etc.

Les laboratoires ont, d'ailleurs, d'autres revenus. Ils reçoivent le paiement des inscriptions des aspirants médecins provinciaux, officiers sanitaires, vétérinaires, chimistes, pharmaciens, ingénieurs, etc.

Les Instituts d'hygiène reçoivent leur large part des sommes allouées à l'Université. Dans certaines villes, il leur est affecté des édifices spéciaux, organisés suivant les progrès les plus récents de la science moderne. Dans d'autres cités moins privilégiées, ils occupent des locaux désaffectés de leur ancien usage (en général d'anciens couvents) et spécialement aménagés, ou bien ils sont logés dans les locaux des Facultés de Médecine.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que dans les villes où ils sont jugés insuffisants, on s'occupe de les agrandir ou de les remplacer.

Quel est donc le but des Instituts d'hygiène ?

Ils serviront à l'instruction théorique et pratique des étudiants en médecine, médecins provinciaux, officiers sanitaires etc. Ils comprennent, à cet effet, des salles de

⁴ Extrait du Rapport du Dr Lesieur.

cours et de conférences, des laboratoires et des musées.

Ils s'occupent quelquefois, et moyennant rétribution, de recherches bactériologiques chimiques ou autres, au profit des communes ou des particuliers. Mais ces faits sont exceptionnels, car ces recherches entrent plutôt dans les attributions des laboratoires municipaux.

Tels sont donc l'origine et le but des Instituts d'hygiène. Nous allons à présent décrire ces établissements tels qu'ils sont installés à Turin, Rome, Gênes et Naples.

TURIN ¹

Le Consorzio institué à Turin en 1877 constituait un événement d'une importance capitale. Il donnait, en effet, le signal d'un mouvement immédiatement suivi par la plupart des villes italiennes.

Ce qui nous intéresse dans son œuvre, c'est l'établissement d'un laboratoire d'hygiène. Celui-ci, encore sommaire, occupait deux salles de l'ancien couvent de San Francisco da Paola. Il devint rapidement insuffisant. Le nouveau Consorzio de 1885 permit de réorganiser à nouveau l'Université de Turin. Il fit élever quatre grands édifices sur le cours Massimo d'Azeglio : L'un deux était affecté aux laboratoires de chimie générale et de chimie pharmacologique ; un autre comprenait les Instituts de physiologie et de pathologie générale : Dans un troisième, on enseignait l'anatomie

¹ Voir : Prof. L. Pagliani, *l'Istituto d'Igiene della R. Università di Torino*, 1900.

normale et pathologique et la médecine légale. Le quatrième enfin était réservé aux laboratoires de physique et à l'*Institut d'hygiène*.

Les travaux furent achevés en 1896.

INSTITUT D'HYGIÈNE

A. *Disposition générale de l'édifice*. — L'ensemble des laboratoires de physique et d'hygiène a la forme d'un H de 72 mètres de long, sur 12 mètres de large. L'hygiène occupe un peu moins de la moitié des bâtiments, côté sud-ouest. Le laboratoire est fort bien exposé et orienté. L'entrée est située sur l'avenue Bidone. Il comprend un rez-de-chaussée, un premier étage, des greniers et des caves.

B. *Rez-de-chaussée*. — Le rez de chaussée est principalement affecté au *Musée*. Celui-ci comprend cinq salles, deux principales très vastes qui contiennent des collections variées d'objets d'hygiène individuelle, alimentaire, scolaire, industrielle, sociale, etc. Trois autres *salles annexes* sont occupées, l'une par une collection de journaux d'hygiène, l'autre par des plans et des dessins : la troisième enfin sert de salle d'examens.

C'est dans le Musée que l'on puise les matériaux nécessaires aux démonstrations pratiques et aux cours. Le public est admis à le visiter. A gauche du Musée se trouve le *cabinet d'un des Assistants* (chef de travaux), un *atelier*, un *laboratoire de recherches*.

C. *Premier étage*. — Le premier étage comprend deux parties, l'une destinée à l'enseignement, l'autre aux laboratoires.

L'enseignement est donné dans une *salle de cours* fort bien installée, mais un peu petite, pour le nombre relativement considérable des auditeurs. On obvie à cet inconvénient par une ventilation énergique, assurée par un moteur électrique.

La *bibliothèque* précédée d'un *salon de réception*, est très riche en publications et documents se rapportant à l'hygiène.

Le *Professeur* occupe un grand *Laboratoire* situé au nord-ouest. Cette pièce contient un grand nombre d'appareils.

Au sud-ouest est une *salle de physique technique*, avec une *chambre noire* pour la photographie.

Une grande salle est affectée aux *travaux pratiques* ; elle sert aux manipulations des étudiants et des aspirants au grade d'Officier Sanitaire.

On rencontre encore une *salle des balances* logeant les instruments délicats, une *salle de chimie*, une *salle de bactériologie*, le *cabinet d'un assistant* un *laboratoire particulier* pour les élèves qui passent toute l'année à l'Institut.

Un *water-closet* et un *cabinet de toilette* terminent enfin la longue liste des locaux du premier étage.

D. — *Greniers et sous-sols*. — Les *combles* comprennent : des *chambres* pour les garçons du laboratoire et des *magasins*.

Dans les *sous-sols* sont installés : un *laboratoire spécial* pour l'étude des terrains, un *chenil*, des *cages* pour les animaux en expérience, deux *appareils de chauffage* à vapeur et à eau chaude.

E. — *Jardins et cour*. — Dans les jardins et la cour,

on trouve des appareils spéciaux pour l'étude de la température du sol, de l'état hygrométrique de l'atmosphère, des pluies, etc.

F. — *Personnel*. — Le personnel comprend : un professeur, un assistant, un assistant extraordinaire, deux garçons et un concierge.

G. — *Ressources*. — En 1896, le professeur L. Pagliani reçut un premier crédit de 45.000 francs.

Depuis, l'Institut reçoit un crédit annuel de 5.000 francs pour les dépenses du Laboratoire, l'entretien du matériel et l'acquisition d'instruments nouveaux.

Les étudiants paient des inscriptions ainsi réparties :

Élèves restant cinq mois : 150 francs (médecins provinciaux).

Élèves restant deux mois : 100 fr. (officiers sanitaires).

L'Institut de Turin possède des locaux considérables, un grand nombre d'instruments perfectionnés, un personnel et un budget fort importants. Il produit chaque année de nombreux travaux scientifiques.

Nous allons dire quelques mots des autres établissements sanitaires de la ville.

BUREAU D'HYGIÈNE (UFFIZIO DI IGIENE).

Le bureau municipal d'hygiène de Turin est installé à l'Hôtel de Ville.

Il est divisé en sections de statistique, bactériologie, chimie, désinfection. Il inspecte les écoles, les divers groupes industriels, s'occupe d'examens bactériologiques et chimiques des eaux, boissons, denrées alimentaires, etc.

Des services spéciaux s'occupent de la préparation

du vaccin et de la vaccination, de la préparation du sérum antidiphthérique et du traitement antirabique.

ROME

1^o INSTITUT D'HYGIÈNE.

L'Institut est situé viâ Palermo et fait partie du groupe des établissements universitaires,

Il se compose d'un rez-de-chaussée et de deux étages :

A. — *Rez-de-chaussée*. — Le rez-de-chaussée comprend : la *salle de cours* et *salle de manipulations*. Une pièce est mise à la disposition du *service antirabique* qui n'est pas, comme à Turin, une dépendance du bureau municipal.

B. — *Premier étage*. — *Bibliothèque, salle de chimie, d'analyse spéciale, salle des étuves, cuisine* contenant une autoclave Abbée, un centrifugeur Krauss et un centrifugeur électrique; *cabinet du Professeur*.

C. — *Deuxième étage*. — *Cabinet des coadjuteurs* et des *assistants*.

D. — *Jardin* contenant le *chenil*, les *cages d'animaux* pour expériences et des cages spéciales où l'on conserve des *moustiques* pour l'étude de la malaria.

L'Institut de Rome n'a pas encore de musée — Outre les travaux ordinaires, on y fait des travaux importants sur le paludisme.

E. — *Personnel* : Un professeur, deux coadjuteurs, trois assistants, un préparateur, trois garçons.

F. — *Ressources* : Crédit annuel de 3200 francs.

Inscription des étudiants en médecine, des aspirants aux grades de médecin provincial et officier sanitaire.

2° BUREAU D'HYGIÈNE

Le bureau d'hygiène de Rome est particulièrement bien organisé. Il comprend six sections distinctes :

- a) Section des *Inspections et de la Statistique* ;
- b) Laboratoire de Bactériologie ;
- c) Laboratoire de Chimie ;
- d) Service de Surveillance des Abattoirs ;
- e) Lazaret et Désinfection ;
- f) Service Vaccinogène.

3° LAZARET DE SANTA SABINA

Dépend du bureau municipal d'hygiène. Situé au sommet du mont Aventin, il recueille les malades atteints de maladies infectieuses. Des pavillons en carton, facilement destructibles par le feu après usage, attendent les malades en cas d'épidémie.

Le service de prophylaxie et de désinfection y est admirablement organisé.

4° INSTITUT SCIENTIFIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Institution spéciale à Rome, cet établissement mixte est le Bureau d'hygiène général du royaume. Il comprend aussi l'Ecole de perfectionnement dont nous avons longuement exposé le but au chapitre précédent.

Cet Institut spécial contient de nombreux laboratoires ; un Musée très riche, une bibliothèque très complète. On s'y livre à des travaux fort importants. La lutte contre le paludisme y est l'objet d'une étude particulière (professeur B. Gosio : *La Campagna anti-malarica nella Maremma Grossetana*, 1901).

En somme, Rome possède une organisation sanitaire complète et intéressante. C'est une des villes les plus riches en eaux potables, chaque habitant jouit de 1000 litres par jour.

Les égouts cependant laissent à désirer, (cloaca maxima), on s'occupe actuellement de les transformer.

NAPLES¹

L'Université de Naples tient l'une des premières places parmi les Universités italiennes! C'est au moins celle qui compte le plus grand nombre d'étudiants.

1° INSTITUT D'HYGIÈNE

Son Institut d'Hygiène compte en particulier parmi les importants :

Il fut fondé en 1888, par les soins du professeur Marino Turchi. Elevé d'abord dans les locaux de Santo Andrea delle Dame, il fut transporté depuis à l'ancien monastère de San Patrizio, où il se trouve actuellement. Il lui avait été alloué, au début, quelques pièces aux second et troisième étages de cet établissement. Ces locaux furent vite reconnus insuffisants et ne répondant plus aux exigences de l'enseignement, des exercices pratiques et des recherches dans une Université aussi peuplée.

L'Institut actuel occupe une grande partie du rez-de-

¹ Prof. V. de Giacca; *l'Istituto d'igiene nella R. Università di Napoli*.

chaussée, du second et du troisième étages. Il détient trois ailes de l'édifice.

A. — *Rez-de-chaussée* : Habitation du gardien, écurie où l'Institut entretient trois chevaux ; un *atelier*, une *salle d'opérations expérimentales* pour les animaux de grande taille.

La cour est divisée en deux parties : l'une est spécialement aménagée pour l'observation du sol, l'autre contient les cages des animaux en expérience.

B. — *Deuxième étage* : *Musée*, *Section de chimie*, *Section de bactériologie*, *local pour animaux en expérience*, *salle pour appareils*, *Cabinet du Directeur*, *des Coadjuteurs* et *des Assistants*, *Salle de bains*.

C. — *Troisième étage* : *Bibliothèque*, *Salle de lecture*, *Local spécial pour la microphotographie avec chambre noire*, *Chambres d'expériences*, *Dépôt*.

Dans l'aile de bâtiment exposée à l'est, on rencontre seulement une *salle de bactériologie* et une *cour*.

Dans le troisième corps de bâtiment, *salles de travaux pratiques* et de *chimie*.

Une *terrasse* située sous les toits loge un appareil à *distillation*, un *appareil producteur d'hydrogène sulfuré*, un *four crématore* et des cages très perfectionnées pour animaux en expérience.

Le troisième étage enfin donne asile à l'*Observatoire météorologique*.

D. — *Personnel* : Un professeur ; directeur ; deux coadjuteurs ; un assistant ; deux garçons.

Ressources. — L'Institut reçoit de l'Université une somme de 3000 francs par an.

Les inscriptions des élèves forment un total important vu le nombre considérable des étudiants.

2^o BUREAU D'HYGIÈNE

Le bureau municipal d'hygiène de Naples est très important. Son organisation est analogue à celles déjà décrites pour Turin et pour Rome.

3^o INSTITUT SÉROTHÉRAPIQUE

Aux environs de la ville on rencontre un Institut Sérothérapique magnifiquement installé, où l'on prépare le sérum anti-diphtérique, le vaccin, le virus antirabique, etc.

4^o STATION MARITIME

Une station maritime est installée à Nisida, près Naples.

Naples est une ville très salubre, malgré des conditions de construction et d'habitation très peu hygiéniques. L'eau y est excellente. L'air renouvelé constamment grâce au voisinage de la mer et le soleil, grand destructeur de germes, expliquent le bon état sanitaire de cette ville.

GÈNES

1^o INSTITUT D'HYGIÈNE

A Gênes, comme dans bien d'autres villes, l'Institut est installé dans un ancien couvent de capucins. On

s'occupe, d'ailleurs, activement de le transformer. Il détient actuellement deux étages.

A. — *Premier étage.* — *Salles de bactériologie, de chimie, d'appareils, d'étuves, musée, chenil.*

B. — *Deuxième étage.* — *Cabinets du Professeur, des Assistants, bibliothèque, salle des balances, appareils à distiller, à centrifuger, etc., appareils de chauffage, thermosiphons.*

L'Institut possède une collection très complète de cultures microbiennes.

C. — *Personnel.* — Un Professeur, deux Assistants.

D. — *Ressources.* — L'Institut reçoit 3000 francs par an.

2^o BUREAU D'HYGIÈNE MUNICIPAL

Semblable à ceux que nous avons étudiés, le bureau d'hygiène ne présente aucune particularité digne d'être signalée.

3^o INSTITUT SÉROTHÉRAPIQUE

L'Institut sérothérapique a été créé par le professeur Maragliano qui s'est chargé de tous les frais d'entretien. Il fabrique le sérum antidiphthérique et un *sérum anti-tuberculeux* qui, d'après son auteur, donnerait d'excellents résultats.

4^o STATION SANITAIRE MARITIME

Cette station consiste en un Lazaret dépendant de fonctionnaires spéciaux prévus par la Loi de 1888 et le Règlement de 1889. On y examine les voyageurs et on leur fait subir une désinfection soigneuse s'il y a lieu,

Nous avons cru devoir insister sur la description des Instituts d'hygiène et nous regrettons qu'elle n'en puisse être que sommaire, car nous étions naturellement obligé de nous en tenir à des documents étrangers et quelquefois incomplets.

Nous avons, à dessein, choisi parmi ces Instituts deux genres différents : les uns, comme celui de Turin, jouissent d'un véritable palais spécialement construit pour leur usage ; les autres se contentent en attendant un mieux qui se prépare, de locaux qu'on a utilisés aussi bien qu'il était possible et qui réunissent cependant de sérieuses qualités.

Nous avons donné cette description qui pourra paraître fastidieuse pour montrer le soin jaloux que les autorités publiques et scientifiques ont de leurs écoles expérimentales.

L'institution des Consorzi, le chiffre des annuités versées aux Instituts sont une preuve que l'Italie se souvient des anciennes leçons et qu'elle tend, de tous ses efforts, à une amélioration sanitaire. Aussi bien, les résultats n'ont-ils point démenti cette attente et l'on constate depuis plusieurs années, malgré la diminution de la natalité, une augmentation évidente de la population.

Nous allons maintenant, à titre purement documentaire et en quelque sorte statistique, dire quelques mots de l'organisation de l'hygiène dans les principales villes italiennes.

Milan. — Bureau d'hygiène, analogue à celui de Turin.

Institut sérothérapique indépendant.

Milan possède un *four crématoire* des plus perfectionnés.

Padoue. — Padoue possède une Université. Son *laboratoire d'hygiène* installé dans les bâtiments de l'Université se distingue par d'importants travaux.

Venise. — Grâce à sa situation originale, Venise, la ville artistique par excellence, la ville des monuments et des gondoles était aussi l'habitat préféré des maladies épidémiques et particulièrement des fièvres pernicieuses.

Venise ne possède pas d'Université.

Son *bureau d'hygiène* travaille activement à pallier par des mesures énergiques les conditions antihygiéniques où se trouve la cité.

Les eaux de boisson, que l'on recueillait autrefois dans des citernes, lui sont actuellement amenées du continent par des conduites construites sous la voie du chemin de fer.

En somme, Venise offre une statistique de mortalité à peu près comparable à celle des autres villes. C'est un des plus beaux éloges que l'on puisse faire de l'organisation sanitaire italienne.

Parme. — Parme possède un *laboratoire d'hygiène* insuffisant.

Modène. — Par contre, le *laboratoire d'hygiène* de Modène est riche et très actif.

Bologne. — Le *Laboratoire d'hygiène* reçoit des crédits annuels de 3000 francs. Il est, malgré cela, mal installé :

Logé *provisoirement* dans les locaux de l'*Université*, il n'occupe que trois pièces peu riches en instruments et peu confortables. Il ne possède pas de Musée.

Bureau municipal d'hygiène : comprend deux sections : chimie et bactériologie.

Institut antirabique.

Préparation du sérum antitétanique.

Florence. — *Institut d'hygiène* un peu exigü, mais en voie de transformation. (Salle de cours, salle de travaux, salle de microphotographie, salle d'analyse de l'air. Cabinet du professeur, salles de chimie, de bactériologie, de balances. Musée. Observatoire météorologique.)

L'Institut reçoit chaque année des crédits de 3500 francs.

Bureau municipal d'hygiène. — (Section de chimie, bactériologie, désinfection.)

Instituts sérothérapique, antirabique, vaccinogène.
— *Four crématoire.*

Florence est une ville très salubre.

Pise. — *Institut d'hygiène.* — En attendant la construction, officiellement décidée d'un édifice spécial, il occupe provisoirement des locaux de la Faculté (bibliothèque, salle de travaux pratiques, laboratoire de chimie, salle de cours, musée, chenil, appareils météorologiques).

Bureau municipal d'hygiène. — Installation également provisoire.

L'état sanitaire de Pise est excellent et donne lieu à des statistiques satisfaisantes.

Sienna. — Sienna possède un laboratoire et un bureau municipal d'hygiène qui n'offre rien de particulier.

Nous voici donc arrivé au terme du travail que nous nous étions imposé, et dont les conclusions seront exposées dans le chapitre suivant.

Nous ne nous dissimulons point les imperfections et les omissions qui s'y trouvent.

Nous ne nous doutions pas des difficultés sérieuses que nous avons rencontrées, quand, avec enthousiasme, nous acceptions l'idée donnée par M. le professeur J. Courmont.

Il aurait fallu, pour traiter notre sujet si vaste, une compétence en droit que nous ne pouvions acquérir, du temps et des documents qui nous ont fait défaut.

Puissions-nous, malgré tout, avoir fait œuvre utile.

CONCLUSIONS

I. L'Italie avant 1865 ne possédait pas, à proprement parler, de législation sanitaire. La loi du 20 mars 1865 cherche à combler cette lacune, mais elle est rapidement reconnue insuffisante et d'une application difficile.

II. La loi du 22 décembre 1888 donne à l'Italie une organisation sanitaire basée sur une hiérarchie de fonctionnaires techniques, instruits et compétents.

Elle règlemente soigneusement tout ce qui a rapport à la Protection de la Santé Publique.

III. La loi de 1888 a été complétée depuis par des lois additionnelles.

IV. L'enseignement bien compris de l'hygiène donne, non seulement au fonctionnaire sanitaire (médecin, vétérinaire, chimiste, ingénieur), mais encore au simple docteur en médecine une instruction solide pour l'application de la loi de 1888, et la protection de la santé publique.

V. Les villes italiennes ont toutes un bureau muni-

cipal d'hygiène. Les principales d'entre-elles ont élevé des Instituts spéciaux rattachés à l'Université.

Certains de ces Instituts, installés dans des édifices particuliers, jouissent de tous les perfectionnements modernes. D'autres sont plus modestes, mais remplissent cependant les conditions désirées.

Les Instituts donnent l'enseignement sanitaire. L'hygiène y est activement étudiée; ils donnent le jour à de nombreux travaux scientifiques.

VI. Depuis l'application de la loi du 22 décembre 1888, l'état sanitaire de l'Italie s'est de beaucoup amélioré. La mortalité par maladies infectieuses a considérablement diminué. Les statistiques portent : moins de tuberculose, peu de fièvre typhoïde et de variole, peu de diphthérie, moins d'alcoolisme et de syphilis. Mais le véritable triomphe de l'hygiène en Italie, c'est la diminution progressive du paludisme dans un pays où il faisait d'innombrables victimes.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

SOUlier.

Vu

POUR LE DOYEN, L'ASSESEUR,

LACASSAGNE.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 27 décembre 1902.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ.

GABRIEL COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

Atti parlamentari. Senato del Regno, 1888.

Atti parlamentari. Camera dei Deputati, 1888.

Corso di perfezionamento in Igiene, per i laureati in medicina pel conseguimento del titolo di ufficiale sanitario. Publication de l'Institut et d'Hygiène de l'Université de Rome 1901.

Gazzetta ufficiale del Regno d'Italia, 1888.

GOSIO (professeur B.), *La Campagna antimalarica dell'anno 1901 nella Maremma grossetana*, 1901.

Istruzioni e tariffe, per le analisi chimiche e batterioscopiche da eseguirsi nel laboratorio comunale d'Igiene. Publication de la commune de Firenze, 1896.

Législation et Administration sanitaire en Italie et les Institutions scientifiques annexées à la Direction de la santé publique. Publication du Ministère de l'Intérieur du royaume d'Italie, 1894.

Legge sanitaria e suoi principali regolamenti, Milano, Soc. ed. Libreria, 1901.

LESIEUR (Ch.), *Rapport sur l'Enseignement de l'Hygiène en Italie* (sous presse).

MELOGRANI (C.), *Codice Sanitorio*. Terza edizione, 1902.

MILLOT, *De l'hygiène publique en Italie*, 1876.

MODUGNO, *Compilazione dei regolamenti locali d'igiene nello stato attuale della nostra legislazione sanitaria*, Avellino-Maggi, 1902.

- Mosso (professeur), L'Institut physiologique de l'Université de Turin, 1894.
- Notizie sommàrie*, sulla statistica sanitaria del regio esercito per l'anno 1898.
- NATALI, Le Condizioni presenti dell'ufficiale sanitorio. Corriere Sanitorio, Milano, 1900.
- PAGLIANI (professeur LUIGI), L'Istituto d'Igiene della R. Università di Torino, 1900.
- Raccolta delle Leggi e dei Decreti del Regno d'Italia*, anni 1865, 1887, 1888, 1889, 1892, etc.
- RIPA. — Prontuario di amministrazione comunale e questioni preliminari per l'impianto di un ordinamento amministrativo del regno.
- STRAMBIO (G.), Sulla organizzazione sanitaria in Italia. Rapporto steso in nome di una commissione del r. Istituto Lombardo di scienze letteri ed arti., Milano, 1862.
- VIALARD, La loi italienne du 22 décembre 1888 sur la Protection de l'hygiène et de la santé publique, th., Paris, 1897.
- ZUCCHI, La Législation sanitaire en Italie. 1885.
-

TABLE

INTRODUCTION	3
PREMIÈRE PARTIE. — La législation sanitaire en Italie .	11
CHAPITRE PREMIER. — Historique.	11
CHAPITRE II. — La loi du 22 décembre 1888	21
CHAPITRE III. — Les lois sanitaires depuis 1888. . .	46
DEUXIÈME PARTIE. — L'hygiène dans les études médi- cales	53
TROISIÈME PARTIE. — L'hygiène dans les principales villes italiennes. — Les Instituts	65
CONCLUSIONS	83
BIBLIOGRAPHIE.	85

